



Djibouti. Guelleh à l'Élysée le 11 décembre Le défilé des dictateurs continue



Communiqué, le 10 décembre 2007

Non content de rencontrer Ismaël Omar Guelleh le week-end dernier à Lisbonne à l'occasion du Sommet Europe-Afrique, le président français Nicolas Sarkozy reçoit le chef de l'Etat djiboutien en visite officielle à l'Élysée le 11 décembre.

Au lendemain de la réception de Mouammar Khadafi (Libye) qui fait couler beaucoup d'encre en France et après celle de Denis Sassou Nguesso (Congo-Brazzaville) le 6 décembre dernier, cette nouvelle réception d'un dictateur à l'Élysée envoie un signal désespérant aux démocrates africains sur le rôle que la France entend jouer dans l'émergence de la démocratie sur le continent.

Alors qu'à l'occasion du Sommet Europe-Afrique qui s'est tenu à Lisbonne les 8 et 9 décembre derniers, des chefs d'Etat européens se sont interrogés sur l'invitation sur le sol européen du dictateur zimbabwéen Robert Mugabe (le Premier ministre britannique Gordon Brown a même refusé de participer au sommet), l'ARDHD et SURVIE regrettent que ces scrupules ne soient pas partagés par le président français Nicolas Sarkozy, qui au contraire recevra officiellement à l'Élysée Ismaël Omar Guelleh, président de la République de Djibouti, le 11 décembre 2007.

A la veille de cette réception, il semble important pour nos associations de rappeler :

- la récente arrestation arbitraire puis la mise en garde à vue (durant 30 heures) du président de la Ligue Djiboutienne des Droits de l'Homme (LDDH) Jean-Paul Noël Abdi, visant à entraver les activités des défenseurs des droits humains dans ce pays. Cet épisode marque pour nos associations une première étape répressive dans la campagne électorale qui va bientôt s'ouvrir et augure bien mal de la tenue d'élections législatives transparentes à Djibouti.

- l'expulsion au Yémen le 23 octobre dernier d'une partie de la famille de Mohamed Saleh Aloumekhani, témoin clé dans l'instruction sur l'assassinat en 1995 du juge français Bernard Borrel ; expulsion qui revient à un véritable bannissement et qui constitue une ultime étape des pressions exercées sur ce témoin.

Nos associations précisent également que la réception officielle du président djiboutien a lieu alors qu'un procès doit s'ouvrir en France en 2008 pour « subornation de témoin » visant, dans le cadre de « l'affaire Borrel », Djama Souleiman, procureur général de la République de Djibouti et Hassan Saïd, chef des services secrets (SDS) de Djibouti ; ces personnes ayant annoncé leur intention de ne pas se rendre au procès.

SURVIE et l'ARDHD attirent l'attention du Président de la République française sur tous les actes scandaleux qui sont commis chaque jour à Djibouti, dans l'impunité la plus totale, et lui demandent de n'accepter aucun compromis de quelque forme que ce soit avec les autorités djiboutiennes et de suspendre toute aide (notamment budgétaire) qui pourrait contribuer à renforcer le régime d'Ismaël Omar Guelleh et le conforter dans sa stratégie de répression des libertés fondamentales.

Nos associations constatent également que, malheureusement, depuis la prise de fonction de Nicolas Sarkozy à la Présidence de la République française, nous assistons à un véritable défilé à l'Élysée des pires dictateurs africains, impliqués dans des affaires de violations des droits d'Homme, de crimes (parfois de masse) ou de corruption, tels que Omar Bongo (Gabon), Denis Sassou Nguesso (Congo-Brazzaville), Idriss Déby (Tchad), ou Mouammar Khadafi (Libye). Une attitude qui continue de faire de la France l'un des principaux promoteurs de la dictature en Afrique.

Contacts presse :

SURVIE

Olivier Thimonier

olivier.thimonier@survie-france.org Tél : 01 44 61 03 25

ARDHD

Jean-Loup Schaal

jlschaal@ardhd.org Tél : 01 46 34 70 70